Document generated on 06/04/2025 3:06 p.m.

Jeu
Revue de théâtre

« Les pratiques culturelles des québécois. Une autre image de nous-mêmes »

Josette Féral

Number 44, 1987

URI: https://id.erudit.org/iderudit/27494ac

See table of contents

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)
1923-2578 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Féral, J. (1987). Review of [« Les pratiques culturelles des québécois. Une autre image de nous-mêmes »]. *Jeu*, (44), 202–206.

Tous droits réservés © Cahiers de théâtre Jeu inc., 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

«les pratiques culturelles des québécois. une autre image de nous-mêmes»

Sous la direction de Jean-Paul Baillargeon, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 388 p.

les pouvoirs cachés du «culturel»

Loin de la neutralité informative de *Statistiques culturelles du Québec 1971-1982*, ce livre se veut à la fois documentaire et polémique. Donnant la parole aux représentants des divers domaines culturels, il dresse un bilan sur tous les aspects de la culture: édition, archives, patrimoine, arts visuels, musique, danse, cinéma, radio, télévision, industrie touristique et sport. La culture y est prise dans son sens le plus large, à la fois sociologique et artistique, dérivant du côté des affaires culturelles, réduisant l'art à la portion congrue.

Écrit sur le mode de l'essai, ce recueil rassemble des textes de différents spécialistes dont les titres et les accomplissements, présentés en introduction, semblent venir garantir leur autorité dans le domaine: Maurice Lemire traite de l'édition, Claude Martin et Roger de la Garde parlent de la presse, Marcel Caya s'intéresse aux archives, Luc Noppen au patrimoine, Denys Morrisset aux arts visuels, Guy Beaulne au théâtre, Laurent Duval à la grande musique, Robert Leroux à la musique populaire, Iro Tembeck à la danse, Réal La Rochelle au cinéma, Elzéar Lavoie à la radio, Hélène Cantin à la télévision; Jan Stafford et Marcel Samson abordent l'industrie touristique, Donald Guay et Roger Boileau le sport; Gilles Pronovost se penche sur les activités de loisir, et Jean-Paul Baillargeon assume l'avant-propos, la préface et la conclusion.

D'un texte à l'autre, ce recueil adopte des tons variés. Du pamphlet polémique à la recherche documentée qui aligne les chiffres, chaque chapitre reflète la personnalité et la vision toute particulière de son auteur sans perdre toutefois cette homogénéité de ton indispensable à tout ouvrage collectif. Le résultat en est heureux, et la lecture est agréable pour le profane, qui s'aventure au sein de ces différents domaines avec aisance et curiosité, y récoltant des informations parfois connues, plus souvent insolites.

De façon plus précise, il serait possible de classer les articles en deux catégories: tout d'abord ceux qui tentent de faire le tour d'un domaine, chiffres à l'appui, interprétant les statistiques de façon objective: c'est ce que l'on pourrait appeler les articles à tendance comptable, présentant les faits, commentant les résultats, offrant une étude à la fois quantitative et qualitative de chaque secteur étudié. Ce sont les plus nombreux et, pour ainsi dire, ceux qui donnent le ton à l'ensemble. Entrent dans cette catégorie les articles sur l'édition, le patrimoine, la presse, la télévision, le sport, le tourisme, les activités de loisir, la radio; autrement dit, les articles portant sur les industries culturelles diverses. Moins engagés, moins polémiques, plus réservés que les autres, ils font des bilans et soulignent des insuffisances, tout en s'appuyant sur des acquis. Ils offrent, dans l'ensemble, une bonne vision des domaines étudiés.

Maurice Lemire constate, par exemple, qu'il se publie deux fois plus d'oeuvres littéraires au Québec qu'en France; que le facteur

déterminant de cette situation semblerait être non les subventions consenties au secteur de l'édition, mais la réforme du programme de l'enseignement de la littérature qui aurait donné aux jeunes le goût de la lecture et celui de la littérature québécoise; et que le secteur de l'édition a enregistré un accroissement phénoménal du nombre d'éditeurs au Québec, nombre qui est passé de 396 en 1973 à 760 en 1981. Roger de la Garde et Claude Martin affirment pour leur part la bonne santé financière de la presse qui relève avec succès le défi technologique. Le domaine des archives jouit, selon Marcel Caya, d'une diversité exceptionnelle, ce qui permet à l'auteur d'en dresser une typologie intéressante, tout en soulignant que le Québec se trouve dans une période de démarrage dans ce secteur. Si le patrimoine, pour sa part, est un concept qui a une histoire quelque peu plus longue que celle des archives, Luc Noppen ne cache pas pour autant sa déception devant une banalisation des biens culturels qui leur fait perdre leur valeur éducative pour les transformer en objets de consommation. On ne saurait être plus en accord avec lui sur ce point. Le cinéma québécois, quant à lui, a, selon Réal La Rochelle, un besoin vital d'aide à la diffusion, faute de quoi il ne peut survivre face au géant américain. À ce besoin d'aide de l'État correspondent sans doute certaines erreurs stratégiques qui ont voulu que soient favorisés pendant longtemps les sujets ethnocentriques confrontés à des réseaux de multinationales. Il n'est pas surprenant, dès lors, que le cinéma québécois ait tant de mal à percer. Seule la radio, devenue surtout un média du matin, note Elzéar Lavoie, se porte bien. Même la télévision, qui accapare vingt-quatre heures par semaine de la vie des individus que nous sommes, souffre d'un manque de souffle qui provient de ses moyens limités et de l'énorme concurrence que lui fait son voisin. Quand on sait l'énorme ponction qu'effectue Radio-Canada dans les budgets de la culture, ces affirmations laissent songeur. Reste l'industrie du tourisme qui, selon Jan Stafford et Marcel Samson, semble en crise en raison d'une infrastructure d'hébergement insuffisante. Fort heureusement, le sport et les activités de loisir se portent bien au Québec. En effet, ce sont les valeurs principales de la société actuelle, qui investit beaucoup dans les loisirs, le bien-être et la bonne condition physique.

Malgré les insuffisances et les manques soulignés à plusieurs reprises par les auteurs dans les divers domaines étudiés, il apparaît néanmoins que ce tableau est rassurant, car il comptabilise un certain nombre d'acquis. Quant aux besoins, ils sont surtout d'ordre financier. Les auteurs ne semblent pas toujours interroger les structures et les orientations culturelles de ces domaines. On est en droit de se demander si l'aide financière est le seul remède à tous les maux. Peut-être y a-t-il là une question fondamentale à poser sur l'acception et les finalités de la culture ainsi comprise. En fait, il convient de redéfinir le sens de la culture aujourd'hui ainsi que ses objectifs et, plus que jamais, il convient de séparer les arts de la culture.

C'est là le discours de Denys Morrisset qui, dans un article tonitruant sur les arts visuels, rejoint les propos de Gaudibert, d'Edgar Morin et de Michel de Certeau sur le sujet. De façon curieuse, l'article de Denys Morrisset ainsi que les articles portant sur les arts: théâtre, musique, danse et, surtout, arts visuels, sont beaucoup plus polémiques, engagés, virulents pour certains, que les articles sur les industries culturelles et les industries de loisir. Ils sont le fait de personnes engagées, cherchant à défendre une cause et ne s'embarrassant pas toujours des données objectives (quoique celles-ci soient nombreuses à l'occasion: sur la danse et la musique, par exemple), mais réagissant à une situation qu'elles ne se contentent pas d'analyser et qu'elles vivent. Le but des articles de cette catégorie n'est pas seulement un compte rendu objectif du domaine étudié mais le point de vue personnel de leur auteur.

Je dois dire qu'en tant que lectrice, la seconde catégorie me convient davantage

même si elle implique que nous allions parfois chercher ailleurs les données objectives qui permettraient de porter à notre tour un jugement détaché sur la question. Le lecteur y sent une quête, une analyse, un procès. L'avantage, en outre, de ces articles, est de poser l'une des questions fondamentales de façon franche, question qu'abordent aussi les autres articles, mais rapidement et sans s'y arrêter vraiment.

Les subventions profitent-elles aux arts? La réponse de Denys Morrisset est sans nuances: nullement. La politique de financement des arts visuels gérée par l'État a «médiocrisé» l'art en donnant à tous l'illusion d'être des artistes, en transformant les animateurs en créateurs, en confondant art et animation, en saupoudrant ses fonds à tous et chacun sans connaissance proprement artistique. Le remède suggéré: que l'État abandonne au plus vite le financement direct aux arts, rendant aux artistes leur autonomie et les laissant eux-mêmes administrer les fonds qui leur reviennent.

Tout autre est le discours d'Iro Tembeck, soulignant que l'État n'accorde pas à la danse la part qui lui revient, insistant sur les inégalités de répartition, réclamant des budgets pour les petites compagnies qui n'ont souvent, dans la répartition des sommes allouées, que des miettes par rapport aux grosses compagnies. Iro Tembeck montre la nécessité des tournées pour les compagnies de danse, l'insuffisance des cachets offerts aux danseurs, la contradiction qui existe entre les attentes administratives et les besoins artistiques, et déplore la commercialisation de l'art. Chiffres à l'appui, l'auteure réclame à la danse la place qui lui revient, prêchant pour une éducation du public, pour une gestion «éclairée» de la part des administrateurs de fonds publics. Iro Tembeck effectue, dans son article, un tour très vaste de la question, tentant de donner une vision globale du domaine de la danse; elle couvre d'un seul élan la danse institutionnelle, la danse de recherche et de loisir, la formation professionnelle et les études universitaires en danse, et fait l'analyse du public ainsi que l'histoire de la danse. Un peu trop vaste sans doute, l'article souligne néanmoins l'importance des enjeux.

L'article de Guy Beaulne sur le théâtre a une envergure plus modeste et s'inscrit plutôt dans l'ordre des constats. Faisant un retour sur le passé, Guy Beaulne montre l'affirmation progressive du théâtre québécois par rapport aux courants antérieurs «venus de France», la quête d'une culture et d'une identité nationales qui a suscité une recherche artistique sans précédent dans l'histoire. Il y évoque la fondation du Service du théâtre au ministère des Affaires culturelles en 1963, la création de l'A.Q.J.T. en 1972 (ex-A.C.T.A.), celle du C.E.A.D., ainsi que la fondation du Conservatoire d'art dramatique du Québec en 1954, suivie peu après de celle de l'École nationale de théâtre. On comprend qu'en tant que directeur du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, Guy Beaulne déplore «l'implantation des écoles et des départements dans les réseaux collégiaux et universitaires où l'éducation s'est faite au détriment de l'école officielle constituée en 1942 par une loi de l'Assemblée nationale; que les options-théâtre, qui avaient été mises en route comme expériences de cheminement dans l'optique des travaux de la Commission Rioux, soient devenues, par manque de contrôle, des institutions permanentes». «Alors qu'elles devraient mener au Conservatoire, elles sont

des éléments de compétition et de contestation de l'école supérieure. Les départements universitaires rivalisent également avec le Conservatoire alors qu'ils devraient le compléter», note l'auteur, concluant que «tout cela coûte très cher et ne rend pas service à une profession encombrée» (p. 133). C'est là un problème que discutent régulièrement le Conseil québécois du théâtre et le Conseil des arts du Canada, sans que des discussions émerge l'ébauche d'une solution.

Pour le reste des questions, Guy Beaulne souligne la santé du théâtre au Québec à travers ses multiples compagnies, ses succès, ses artistes, ses écrivains. Tout en souhaitant plus de vigilance de la part de l'État, l'auteur note qu'il lui faudra toutefois compter désormais avec le Conseil québécois du théâtre et l'Association des professionnels des arts de la scène. Davantage un bilan qu'un programme ouvert sur l'avenir, ce texte s'achève de façon symbolique sur la revendication d'un Musée des arts du spectacle, projet que les divers gouvernements, pour des raisons obscures, refusent de lancer.

Quant à la musique, elle se porte «dangereusement bien», écrit Laurent Duval avec ironie, prouvant au fil de son article ce que cette apparente santé cache de problèmes pour l'avenir. Si la Société de musique contemporaine, l'Opéra de Montréal et l'Orchestre symphonique connaissent un succès incontesté auprès d'un public nombreux et largement satisfait de la multiplicité des événements qui lui sont offerts chaque année, la programmation que ces diverses organisations affichent oriente l'écoute et les goûts du public vers le passé, réduisant à la portion congrue le contemporain. La «contemporanéité», note Laurent Duval, semble souvent remonter au début du siècle, quand elle n'est pas tout simplement laissée au concert symphonique qui lui-même l'inscrit en début de programme, alors qu'elle devrait être réservée à la fin du concert. L'auteur conclut ainsi que le public actuel est totalement déphasé par rapport à la musique contemporaine. À cette situation s'ajoute la vétusté de l'équipement qu'utilisent les jeunes compositeurs. Là aussi, les fonds gouvernementaux font cruellement défaut, laissant la plupart des musiciens sous le seuil de la pauvreté, au même titre que la plupart des autres artistes.

De ce tableau assez sombre de la situation des arts, un certain nombre de questions émergent. Le recours aux fonds publics que tous les auteurs présentent comme une nécessité, et pour ainsi dire une panacée, est-il effectivement une solution à la situation précaire des arts aujourd'hui? Cela paraît difficile à concevoir. Quel que soit l'effort consenti, dans la situation actuelle des différents secteurs culturels, à cause de l'anarchie «organisée» qui y règne, un accroissement des fonds publics n'aurait qu'une incidence somme toute négligeable. Un accroissement des fonds entraînerait une augmentation des compagnies et des artistes, qui demanderaient à leur tour plus de fonds, et ainsi à l'infini.

Plus profondément, ce que révèle ce questionnement, c'est le sens de l'art aujourd'hui. La relation de l'art avec le politique, le cuturel, n'est plus aujourd'hui la même que celle qu'elle était autrefois? À mesure que les artistes se faisaient plus nombreux, que les mécènes se faisaient plus rares, non seulement les conditions de création se modifiaient-elles profondément, mais le statut de l'art dans la société d'aujourd'hui se transformait totalement. C'est donc dire que l'état de malaise où se trouvent tous les arts n'est que le reflet en filigrane de la place que notre société est aujourd'hui prête à faire à la création. Il nous renseigne sur nos gouvernants et sur nos choix. À la question: quelle part sommes-nous prêts, aujourd'hui, à faire à l'artiste et à l'art, quand on sait que le domaine artistique est l'un des derniers lieux d'humanité qui nous restent, dans une société hyperindustrialisée où l'économique et le politique sont reconnus comme les seules valeurs, il est toujours possible de répondre par des chiffres: 0,5%, 1% du budget national. Mais ces chiffres sont trompeurs; ils

pèsent l'aide à la culture et occultent l'aide à l'art proprement dit.

Michel de Certeau notait, dans un article important sur la culture, qu'il fallait «briser le cercle du culturel et dévoiler les pouvoirs qu'il cache»; c'est le combat urgent qu'il convient de mener, et c'est à cette entreprise que ce livre collabore en posant le premier jalon.

josette féral

«statistiques culturelles du québec 1971-1982»

Sous la direction de Jean-Paul Baillargeon, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, xlii, pagination multiple, ill.

pour le profane comme pour le spécialiste

Il est des livres comme des monuments: énormes, colossaux, impressionnants. Ils occupent par leur dimension plus de place sur nos rayons que n'importe quel autre de nos livres. Le lecteur les soupèse, en fait le tour, avant d'oser s'y aventurer, d'abord timidement, puis avec de plus en plus d'intérêt au fur et à mesure qu'il s'y plonge. *Statistiques culturelles du Québec 1971-1982* est de ceux-là. Publiées sous la direction de Jean-Paul Baillargeon, ces 700 pages de statistiques couvrent onze ans de chiffres permettant de suivre l'évolution des fonds publics — fédéraux, provinciaux et municipaux — consacrés à la culture, ainsi que les pratiques culturelles des Québécois.

Premier dans son genre, ce recueil vient compléter et mettre à jour d'autres essais sectoriels sur la culture, les loisirs, les communications ou l'éducation, effectués pour la plupart par les divers ministères ou par le Service de la recherche du ministère des Affaires culturelles. Aux auteurs du livre blanc qui affirmaient que «les statistiques d'ordre culturel nous font cruellement défaut», l'I.Q.R.C. a répondu en voulant combler cette lacune et préparer un «vade-mecum» rassemblant des statistiques pour tous ceux que la culture intéresse.

Dans les vingt chapitres qui le constituent, ce livre en ratisse large sous le terme de culture et embrasse une foule de secteurs, de l'éducation jusqu'au tourisme, en passant par des secteurs plus proprement culturels comme le livre, les arts, le cinéma, sans oublier le sport et le plein-air, les loisirs récréatifs, la radio, la télévision, les archives et le patrimoine. Autant de domaines qui font tous l'objet d'un chapitre autonome, permettant une lecture à la fois ponctuelle précise pour ceux qui s'intéressent à un secteur donné et un parcours général pour ceux que seul un survol intéresse.